

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 27 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 2 - 9 aout 2023

OBITUAIRE

Liliane Pierre-Paul est décédée

L'ICÔNE DE LA PRESSE PARLÉE NOUS A LAISSÉS À L'ÂGE DE 70 ANS

La journaliste haïtienne de tous les temps, l'icône de la presse parlée, Liliane Pierre-Paul, est décédée le lundi 31 juillet 2023, ayant succombé à une crise cardiaque extrêmement grave. Elle était âgée de 70 ans.

La nouvelle a été communiquée à la nation presque instantanément, par son collègue inséparable, Marvel Dandin, qui n'a pu maquiller son émotion, surtout se retrouvant le porteur de la nouvelle du trépas de son collègue, voire de sa sœur, avec qui il a partagé une même passion, pendant des décennies. Il faut un courage de fer pour assumer cette responsabilité.

Bien qu'évoluant à l'étranger, je suis, comme je peux, le travail de Liliane Pierre-Paul, qui a fait ses premières armes, dans le journalisme, aux côtés du pionnier et journaliste martyr Jean Léopold Dominique.

Sa tenacité, dans la lutte pour la démocratie, face à la dictature des Duvalier avec An thony Pascal, dit Konpè Filo, qui décéda, lui aussi, le 31 juillet 2020, fit d'eux des cibles à abattre par le dictateur dont la soldatesque duvaliérienne voulait s'en défaire à tout prix. Aussi les deux furent-ils victimes du kidnapping collectif du 28 novembre 2080. Plus d'une douzaine d'hommes politiques et de journalistes furent ramassés par les sicaires de Jean-Claude Duvalier, puis embarqués à bord d'un vol à destination de Miami. La vie d'exil venait de commencer pour quasiment toute l'équipe de Radio Haïti-Inter : Jean Dominique et Michèle Montas, Liliane Pierre-Paul, Anthony Pascal. Aussi bien l'avocat Grégoire Eugène et l'agronome Jean-Jacques Honorat, etc. Si Grégoire Eugène, à la

suite d'un « *forcing juridique* », avait pu regagner son pays, sans avertir les autorités duvaliéristes, Jean-Dominique et les



Liliane Pierre-Paul

autres devaient attendre quelques semaines après la chute de la dictature pour retourner au bercail.

Revenus presque en même temps que Dominique et Montas, Liliane Pierre-Paul et

Konpè Filo devaient rejoindre ces derniers pour reconstituer l'équipe de Radio Haïti-Inter dispersée par l'exil. Mais il semble que l'exil ait changé tout le monde, car des désagréments ayant surgi au sein de l'ancien équipe d'Haïti-Inter rétablie au pays, Liliane Pierre-Paul claquèrent la porte sur Jean Dominique. Ainsi naquit Radio Kiskeya avec une nouvelle équipe comprenant, entre autres, Liliane Pierre-Paul, Compè Filo, Marvin Dandin. Journaliste de carrière, directrice de programmation et cofondatrice de cette nouvelle station, qui est devenue la passion de ces jeunes journalistes, Mme Pierre-Paul y finit sa carrière avec sa mort, le lundi 31 juillet. décédée lundi

Depuis l'instant que le pays

a pris connaissance de la disparation définitive et permanente de l'idole de la presse, du silence éternel de cette voix imposante, mais rassurante, on a l'impression que le monde haïtien, au pays autant qu'en diaspora, a cessé toutes activités. Car les Haïtiens, quels qu'ils soient se donnaient un quelconque moyen de griffonner ou de lâcher une pensée à l'intention de cette femme qui a fait école, par son courage, sa rectitude, son amour pour son pays et son peuple, mais dotée de toutes les caractéristiques qui ennoblissent les grandes dames.

En effet, il semble que tout le monde ait mis fin à ses activités pour se donner le temps

Suite en page 2

DÉPLOIEMENT D'UNE FORCE MILITAIRE ROBUSTE EN HAÏTI

Le Kenya s'offre pour diriger l'opération Le bluff partout, aucune assurance quant à la concrétisation de la proposition...

Par Léo Joseph

L'éternel va-et-vient autour du déploiement d'une « *force militaire robuste internationale* », dont la requête a été formulée, au près du secrétaire général des Nations Unies, par le Premier ministre de facto d'Haïti, depuis le mois d'octobre 2022, change de vitesse. À force de démarches fructueuses, dans la recherche d'un pays militairement bien pourvu, pour en assurer le leadership, une adhésion est trouvée, en la personne du Kenya, un des plus



Le président kenyan Dr William RitpLe président kenyan Dr William Ritp

grands pays d'Afrique de l'Est. Le président de cet État en a fait la proposition, d'abord dans un tweet, avant que cette information soit reliée au monde entier par le ministre des Affaires étrangères kenyanes.

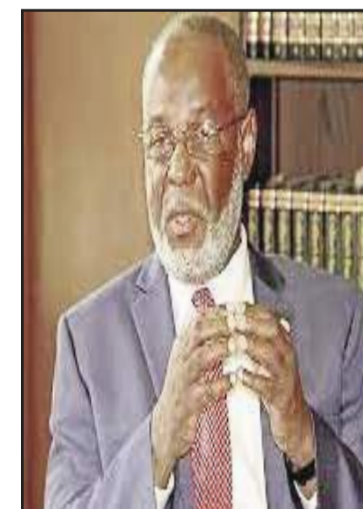
La mission envisagée par ce pays est bien différente de la demande d'Ariel Henry et de la configuration de la force évoquée dans les démarches onusiennes et les pays membres de l'ONU directement engagés dans la recherche

Suite en page 5

HAPPENINGS! FOR THE RECORD

Regarding foreign intervention in Haiti

By Raymond A. Joseph



Jean Victor Geneus

On Wednesday, July 26, before Kenya's foreign minister announced, on Saturday, July 30, that his country was ready to lead a multinational force in Haiti and will provide a contingent of 1,000 police officers, I had received a brief notice from an email entitled "russia4haiti" (sic) asking, in one phrase, my position on foreign intervention in Haiti.

For the record, I am presenting a translation of my response,

Continued on page 7

OBITUAIRE

Liliane Pierre-Paul est décédée

L'ICÔNE DE LA PRESSE PARLÉE NOUS A LAISSÉS À L'ÂGE DE 70 ANS

Suite de la page 1

de trouver une pensée à Liliane. Si bien que, moins de six heures après que M. Dadin eut transmis la nouvelle du départ pour l'éternité de notre Lili, des sormais défunte, des textes, de toutes tailles, dédiés à sa mémoire, fusaient de toutes parts, à travers le monde. Et, *Whats App* aidant, les échanges de communications sur Liliane s'échangeaient encore plus vite que le son. C'était, littéralement, toutes autres affaires cessantes ! On peut parier que personne n'avait la moindre idée à quel point Liliane Pierre-Paul était vénérée par ses compatriotes, de tous les dix départements géographiques d'Haïti, ainsi que de ceux se trouvant en résidence dans tous les continents de la planète. Dommage que notre journaliste vedette ne peut constater elle-même l'amour et le respect que ses compatriotes lui portent, des sentiments dont personne, avant elle, n'a été l'objet de tant d'attention.

Dans les dernières vingt-quatre heures, qui ont suivi le décès de Liliane, les expressions de respect, d'amour et de reconnaissance ne cessaient de se diriger à l'intention de Lili. Mais grâce au dévouement de l'équipe de l'organe de presse en ligne *RHINews*, des témoignages d'affection de cette dernière, notamment, grâce au dévouement de Franklyn B. Geffrard ont pu être diffusés.

RHINews a diffusé ce tweet d'Ariel Henry : « *Liliane fut une icône, une voix engagée, une grande figure de la presse, l'une des plus célèbres et des plus populaires dans le pays* ».

Le même organe fait parler Fritz Alphonse Jean, le prési-

dent élu de l'Accord de Mon tana, dont il relève les paroles suivantes : « *Lili, ma sœur, kè m fèm mal. Mèsi pou prezans ou nan mitan nou. Travè se nan lapè* ».

Objet de critiques acerbes de la défunte, quand il était au pouvoir, l'ex-Premier ministre Laurent Lamothe écrit tel que rapporté par *RHINews* : « *Le journalisme haïtien pleure la perte d'une légende, Liliane*



Liliane Pierre-Paul et Anthony Pascal, dit Kompè Filo

Pierre-Paul. Son audace face à la vérité et son engagement indéfectible envers son pays ont laissé une empreinte indélébile. Son départ laisse un vi de immense, mais son héritage continuera d'inspirer les générations futures. Nos cœurs sont lourds, nos pensées vont à sa famille et à ceux qu'elle a touchés ».

Selon *RHINews*, l'ex-sénateur Steven Benoît écrit : « *Ayiti pèdi yon ikon jodi a. Allez en paix Lili. Mwen pap janm blye ou* ».

Dr. Frantz Large, ami personnel de Mme Pierre-Paul, souligne : « (...) avec son départ, c'est tout un pan de notre histoire, non-seulement journalistique, mais aussi politique, qui s'écroule aujourd'hui ».

d'hui ».

RHINews rapporte ces paroles dédiées à la mémoire de Liliane par ses collègues de l'Association de journalistes haïtiens à l'étranger (AJHE) : « *La société haïtienne retiendra que Liliane a consacré une bonne partie de sa vie à lutter pour la liberté de la presse et la liberté d'expression en général. On doit se rappeler que sous la dictature de Jean-Claude*

de Duvalier Liliane a même connu l'exil à cause de son engagement en faveur de la démocratie et du respect des droits de la personne humaine ».

À son tour, l'Association des journalistes haïtiens à l'étranger (AJHE), citée par *RHINews*, déclare : « *La société haïtienne retiendra que Liliane a consacré une bonne partie de sa vie à lutter pour la liberté de la presse et la liberté d'expression en général. On doit se rappeler que sous la dictature de Jean-Claude Duvalier Liliane a même connu l'exil à cause de son engagement en faveur de la démocratie et du respect des droits de la personne humaine* ».

Voici, selon *RHINews*, ce

que dit la Conférence des pasteurs haïtiens (COPAH) de Liliane Pierre-Paul : « *Le départ de cette combattante de la liberté d'expression, qui a consacré sa vie et sa carrière professionnelle à la défense des plus faibles, au service du progrès, de la démocratie et du changement d'Haïti, est une perte inestimable pour le pays* ».

Les pasteurs continuent en disant : « *C'est l'une des plus anciennes et crédibles voix de la radiodiffusion en Haïti, qui s'éteint, ajoutant, cependant, cette voix qui, pendant plus de quarante ans, a fait l'écho de la voix des sans voix, continue de résonner dans nos cœurs* »

La Fondation Loquet pour une nouvelle Haïti (FALONHA) se prononce ainsi, sur la mort de Liliane Pierre-Paul :

« *Il s'agit d'une grande perte pour le pays et en particulier pour le secteur de la presse, selon la FALONHA, soulignant que très jeune, la journaliste avait pris des risques, elle a connu la prison puis l'exil, toutefois, elle est restée durant toute sa vie, une grande militante pour la liberté d'expression* ».

Et la FALONHA ajoute ceci : « *Elle était une grande voix de la conscience haïtienne. Malheureusement, cette combattante est partie sans voir l'éclosion de la nouvelle Haïti dont elle a tant rêvé* ».

De Brooklyn, où elle vit, hors de la mère patrie, Ronide Cayo, leader communautaire, et admiratrice à distance de Liliane Pierre-Paul, lui adresse ces phrases.

« *Liliane Pierre-Paul s'est dévouée corps et âme à la cause d'Haïti. Elle s'est même sacrifiée pour la presse et la liberté d'expression en Haïti !*

Que cette belle âme, qui a marqué sa présence parmi nous par ses gestes augustes, repose en paix. Sincères sympathies à sa famille, à Radio Kiskeya et aux membres de la presse à travers le monde. Lili, ton pauvre cœur beaucoup et même trop souffert. Il a succombé sous le poids des catastrophes quotidiennes. HUMMM. Grande sœur, pars vers l'infinie le cœur léger, sachant que tu avais fait plus que de ton mieux ! ! Mille mercis pour tous tes sacrifices . Roide Cayo ».

Adieu, Lili, la Reine de la presse haïtienne !

Ton Admiratrice à distance — mais aussi de tous tes collègues de Radio Kiskeya, voire de tous les journalistes haïtiens, surtout ceux dont Haïti est le champ d'action — l'équipe d'*Haïti-Observateur* se joint à eux pour pleurer la disparition de ce trésor national, dans le domaine du journalisme. La mémoire de l'héroïne de la presse haïtienne restera à jamais gravée, dans nos cœurs et dans nos âmes. Mais nous prenons l'engagement pour que, en dépit de ton indisponibilité sur terre, nous redoublions d'effort pour suppléer à ton absence, selon nos moyens et nos possibilités, afin que, à travers ta mémoire, tes collègues et les journalistes haïtiens, en général, où qu'ils se trouvent, œuvrent pour combler le déficit de courage, d'intégrité, de rectitude et d'amour patriotique que ta disparition entraîne. Adieu, Lili ! Bon séjour dans l'au-delà ! Tes amis, que tu n'as pas eu l'occasion de rencontrer, te souhaitent heureuse traversée !

L.J.



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



OBITUAIRE

Bernard Sansaricq, ex-sénateur d'Haïti, est décédé

Bernard Sansaricq, qui avait combattu la dictature de Duvalier, devenu sénateur, représentant la Grande Anse, au sein de la 45^e Législature, s'était, par la suite, naturalisé américain. Il a milité dans la politique de son pays adoptif, ayant été candidat malheureux, en deux occasions, à la Chambre basse du Congrès américain, sous la bannière républicaine, en Floride. Il est est décédé, le 11 juillet dernier, à l'âge de 79 ans. Il est né à Jérémie, Haïti, le 17 mai 1944.

Une messe en sa mémoire est prévue, ce samedi, 5 août, à 11 heures du matin, à la chapelle St. Maximilien, située au 701 N. Hiatus Road, à Pembroke Pines, en Floride.

En cette occasion, nous présentons nos sincères condoléances aux membres de sa famille.

Ci-dessous, un hommage à Bernard Sansaricq rendu par un

ancien collègue, l'ex-sénateur Art Austin, également membre de la 45^e Législature qui, lui aussi a opté pour la nationalité américaine américaine

Bon voyage, cher collègue !

Il y a trente-deux ans, j'aurais reçu toute nouvelle de Bernard Sansaricq comme un fait divers. Mais quand, en 1991, j'ai découvert au Parlement haïtien cet homme controversé, membre comme moi de la 45^e Législature, et que j'ai commencé à le pratiquer, il s'est vite révélé à moi comme un homme extrêmement dévoué, franc et honnête, et on s'est lié d'amitié.

Bernard était un homme charmant, passionné et de commerce facile. Un homme engageant au possible, avec qui j'ai maintenu des liens étroits au-delà de notre expérience de législateurs.

Le mercredi 12 juillet, tôt

dans la matinée, un appel téléphonique m'est parvenu, m'annonçant le décès de Bernard Sansaricq. Depuis lors, naturellement, je ne suis pas arrivé à faire contact avec lui par voie téléphonique, comme auparavant. Mes derniers contacts avec mon collègue de la



Bernard Sansaricq

ricq. Depuis lors, naturellement, je ne suis pas arrivé à faire contact avec lui par voie téléphonique, comme auparavant. Mes derniers contacts avec mon collègue de la

Grande-Anse remontent au mois de mars dernier, quand il a cru devoir m'avertir qu'il est à l'hôpital, dû à des complications relatives à une grève de la faim. J'ai conclu que si l'irréparable est arrivé, cela peut avoir rapport à son internement récent.

Bernard De Catalogne Sansaricq est un vrai combattant, et son parcours controversé est là pour le prouver. Farouche opposant à la dictature duvaliérienne qui, en 1964, a fait massacrer une bonne partie de sa famille, au cours de cette razzia désormais connue sous le nom de *Vêpres jérémiennes*, très jeune, il jura de se venger. Toutefois, malgré ses efforts, l'intrépide Bernard n'avait guère l'expérience qu'il faut, ni les moyens matériels adéquats pour réussir les luttes qu'il envisageait de mener.

En octobre 1981, il entreprit de fonder le Parti National Populaire, un regroupement politique, sans grande envergure, qui n'avait pas non plus, à mon avis, un long parcours. Militant de droite, il s'est mêlé à de nombreuses tentatives d'invasion sur Haïti, dès 1964. On peut noter, entre autres, la fameuse déconvenue subie à l'île de La Tortue, en janvier 1982, suite à la folle aventure du Cap-Haïtien, en 1968.

Somme toute, ses multiples efforts avaient fini par faire de lui une espèce de légende, lui permettant de briguer, sans trop de difficulté, le poste de Sénateur de la Grande-Anse aux élections de janvier 1991.

Au terme de son mandat, Bernard a regagné Miami, comme certains de nous qui avons déjà pignon sur rue aux Etats-Unis, ayant jugé plus sage de retrouver nos familles respectives. Là, incorporé bientôt au Parti Républicain, en Floride, il a tenté deux essais infructueux pour devenir membre du Congrès américain.

Bernard Sansaricq est, sans nul doute, de ceux qui, fièrement, peuvent clamer, à la manière de Richard Hooker: *«Que la postérité sache que nous n'avons pas regardé indifféremment passer les choses comme dans un rêve»*.

A sa famille, à ses enfants et à tous ceux qui, comme nous, sont soumis à cette douloureuse épreuve, j'adresse mes plus vives condoléances. Quant à toi, cher collègue et ami, j'ai l'insigne honneur de te saluer fraternellement et de te dire Bon Voyage à la demeure éternelle !

Art L. Austin
Ancien Sénateur, 45^e Législature

Emmanuel (Manno) Borieux died

The Borieux family are sad to announce the passing of Emma



Emmanuel Borieux

manuel Borieux (Manno) on Saturday, July 29, 2023 in Miami, FL,

at the age of 80 years old, after losing his long battle with kidney disease.

He is survived by his children, Emmelyne Borieux-Athouriste and Henry Daniel Borieux; his brothers and sister Marc Rico Borieux, Max Vernet Borieux, and Marie Alice Borieux Cyrius; Alix Sigaraille, and Denise Sigaraille. Also by his grandchildren: Jolyne Elice and Jonathan Rafael Athouriste; his nieces and nephews, cou sins, related families, and friends.

Funeral arrangements are underway and will be announced soon. To contact the family: 786-445-7623 and 305-725-4342.



LE COIN DES POÈTES

Haïti encor 100 + raisons (1^{ère} partie)

La réincarnation venant... et le Grand Maître Me convie d'élire la nation de mon choix, Et une ethnie préférée pour me faire naître Encor, avant d'enterrer mes mémoires...soit !

Je choisirai entre autres :

La terre de Boukman, de Toussaint, de Pétion De Dessalines, de Défilée et de Flon, Et d'autres moins connus fièrement tombés Et payés de leur sang pour cette liberté.

Je choisirai entre autres

Tes bananes *peze*, ton *pikliz*, tes *griyo*, Ton maïs moulu *blan*, ta soupe au giraumon Ton *bouyon pye kabrit*, ton riz avec *dyondyon* Tes « légumes feuilles », ton *gonbo*, ton *lalo* ...

Je choisirai entre autres

Tes femmes au teint noir et aux cheveux crépus, Gencives violettes ou brunes tatouées, Aux lèvres épaisses et aux fesses bombées, Aux regards pimentés d'une passion têtue...

Je choisirai entre autres

Tes *rara* : les *gouyad*, les couleurs, le sent-bon D'hareng saur et piments, *papita* et oignons... Les *madansara* et les « mariés de circonstance» Flottant dans l'extase profonde d'une transe.

Je choisirai entre autres

Ton secret des arbres, des feuilles et des plantes : Le mapou, coin sacré pour « appeler les lwa » Le moringa, précieux pour « manman et papa » L'*asosi*, pour calmer une fièvre brûlante.

Ronald Jean-Baptiste, M.S.

Extrait de "Du vert dans mes vers"

DÉPLOIEMENT D'UNE FORCE MILITAIRE ROBUSTE EN HAÏTI

Le Kenya s'offre pour diriger l'opération

Le bluff partout, aucune assurance quant à la concrétisation de la proposition...

Suite de la page 1

d'un État disposé à prendre le leadership de cette « force militaire », face au refus, d'abord des États-Unis, puis du Canada, de diriger un tel déploiement. Le président du Kenya parle de l'envoi de 1 000 policiers, dont la responsabilité se limite à l'« entraînement » de la Police haïtienne et à l'« aider » dans sa mission.

Jubilation discrète de l'équipe Ariel Henry

Première lueur d'espoir apparent du déploiement de la force multinationale auquel soupire Ariel

chaine, en Haïti, d'une « mission d'évaluation » que les dirigeants du Kenya projettent d'envoyer en visite, à la capitale haïtienne.

Les hésitations sur le Kenya diplomatiquement exprimées

Dans les milieux politiques haïtiens, surtout dans le monde des médias, l'arrivée d'une « force internationale », sous la houlette de policiers kenyans est un fait accompli. Avant même que soit lancé le débat, au Conseil de sécurité, et au sein des pays membre de l'ONU, en vue de se convaincre de la sagesse d'une décision favorable à un déploiement sous

thony Blinken a eu une conversation téléphonique avec William Ruto, président du Kenya, faisant suite à la décision de ce dernier de prendre le leadership de cette force internationale, dont aucune garantie n'a encore été formulée sur son déploiement.

Voici le résumé de la conversation entre MM. Ruto et Blinken, qui s'est déroulée le 29 juillet :

« Le secrétaire d'État Antony J. Blinken s'est entretenu aujourd'hui avec le président kenyan William Ruto, pour lui faire part de notre appréciation des contributions du Kenya à la paix et à la stabilité régionales, notamment de son rôle de chef de file dans le règlement de la crise au Soudan et dans l'avancement des pourparlers menés sous l'égide de la Communauté de l'Afrique de l'Est, en vue d'apaiser les tensions dans l'est de la République démocratique du Congo. Le secrétaire d'État a également encouragé un dialogue pacifique et constructif pour résoudre les différends politiques au Kenya. En outre, le secrétaire d'État et le président Ruto ont discuté du fait que le Kenya envisageait positivement de diriger une force multinationale en Haïti ».

De toute évidence, quoiqu'on dise et fasse, par rapport à la proposition kenyane, il n'est évoqué aucune tendance positive de la part du secrétaire d'État américain à cet égard. Il semble de préférence que la référence au Kenya comme chef de file de ce déploiement laisse planer des doutes. En tout cas, dans les lignes qui précèdent, le langage diplomatique maquille la situation d'un État au sein duquel les contradictions abondent. Cela se comprend bien, puisque le Kenya est en proie à des problèmes internes, dont certains aspects rappellent ceux qui prévalent en Haïti.

Le secrétaire général de l'ONU pèse bien ses mots

Le principal concerné administrativement, par rapport aux démarches en vue du déploiement de cette force internationale, le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, se réjouit de la proposition du Kenya. Dans l'édition du 31 juillet du quotidien américain *The Washington Post*, les propos qui lui sont attribués transpirent la discrétion généralement associée au langage diplomatique. Aussi, ce journal écrit-il que M. Guterres se réjouit de l'offre du Kenya d'« envisager positivement » de prendre la direction d'une « force de police

multinationale pour aider à lutter contre les gangs en Haïti et améliorer la sécurité dans ce pays des Caraïbes en proie à la violence ».

L'intervention du chef de l'ONU se limite à exprimer sa gratitude aux autorités kenyanes et à les remercier pour leur « solidarité ».

D'ores et déjà, des observateurs s'interrogent sur les compétences du Kenya à assumer la direction de cette force internationale, telle qu'elle a été décrite par des membres de l'ONU. Dans les couloirs de l'immeuble logeant l'organisation mondiale, à New York, on faisait état de discussions qui se tenaient autour du profil du pays susceptible de prendre la tête de cette mission onusienne spéciale. Un pays de la taille de l'État kenyan n'apparaissait pas

2017).

Par ailleurs, le Kenya se trouve en butte à de sérieux problèmes internes, notamment des clivages politiques longtemps irrconciliables. Ce que le secrétaire d'État américain a évoqué discrètement dans sa conversation téléphonique avec le Dr William Ruto, le président kenyan.

La Police kenyane, un modèle à éviter

Si les soi-disant pays amis d'Haïti ont réellement abordé le président kenyan pour lui demander d'offrir son pays comme leader d'une force internationale devant être déployée en Haïti, il faut alors se demander quels objectifs ils poursuivent en Haïti. Surtout que la communauté internationale, par le biais des Nations Unies, créatrice de la Police nationale d'Haïti, n'est pas innocente, par rapport à ce que représente, aujourd'hui, l'unique force de sécurité du pays, après la démobilisation des Forces Armées d'Haïti (FAH), par le président Jean-Bertrand Aristide, à l'instigation des ambassades étrangères, manipulées par le Département d'État américain.

En effet, la Police du Kenya est loin d'être un modèle, surtout en matière de droits humains. D'aucuns l'accuseraient même d'être un corps dévoyé, voire criminel pour d'autres.

Au Kenya, les citoyens descendent dans la rue pour manifester contre cette institution, l'accusant de perpétrer des « exécutions extra-judiciaires ». Aussi lors des mouvements anti-Police, les protestataires arborent-ils des pancartes exhibant les phrases du genre « Cessez de tuer nos fils ! ».

Danger, Ariel Henry ! Le Premier ministre canadien sort de ses gongs

Les acteurs de la communauté internationale n'agissent jamais en solo. Quand un d'entre eux intervient dans un sens, à propos d'un dossier, il faut s'attendre à, au moins, une autre réaction dans le même sens, venue d'un « autre partenaire ». Dès lors, le Premier ministre canadien ne sera pas le seul à se déchaîner contre Ariel Henry.

Certes, dans l'édition du 31 juillet du *Journal de Montréal*, sous la plume de Raphaël Pirro et d'Anne Caroline Desplanques, le chef du gouvernement canadien part en guerre contre le Premier ministre de facto haïtien. Les auteurs de l'article appellent cette



Le chancelier haïtien Jean Victor Généus, le Premier ministre Justin Trudeau et le secrétaire d'État américain Antony Blinken en discussion sur la situation en Haïti, à Tunis, lors de la conférence de la francophonie.

Henry représentée par ce pays africain offrant d'en prendre la tête, le régime Henry, par le truchement de son ministre des Affaires étrangères et des Cultes (MAEC), Jean Victor Généus, se réjouit de la déclaration communiquée par son homologue kenyan, Dr Alfred Mutua, qui, selon lui, son pays « envisage » de diriger une force internationale pour venir en aide à la PNH.

Dans sa déclaration faite dans une note, diffusée dimanche relative à ce dossier, M. Généus écrit : « Le MAEC a reçu avec beaucoup d'intérêt, les déclarations de son homologue kenyan confirmant la volonté de ce pays frère d'apporter un appui effectif aux forces de l'ordre haïtiennes dans leur combat pour le rétablissement d'un environnement sécuritaire dans le pays, et même de considérer la possibilité d'assumer le leadership d'une force multinationale dès que le Conseil de sécurité des Nations Unies aura donné son aval ». Plus loin, dans le même document, le chancelier haïtien se félicite de cette expression de la solidarité africaine, précisant que le pays accueillera « avec plaisir » l'arrivée pro-

la direction de ce pays, d'aucuns voient déjà les policiers kenyans installés en Haïti. Les Haïtiens favorables à l'arrivée des Kenyans, en Haïti, risquent d'aller trop vite en besogne, car à lire, entre les lignes, un résumé de la conversation du secrétaire d'État américain avec le premier mandataire kenyan, rien n'autorise à croire que ce pays a l'affaire dans le sac.

En effet, selon un document at



Le ministre des Affaires étrangères du Kenya Dr Alfred Mutua

tribué à Matthew Miller, porte-parole du Département d'État, An



Ariel Henry arrivé au bout de son rouleau.

comme viable. On parlait plutôt, d'abord, des États-Unis et du



Premier ministre canadien Justin Trudeau

Canada, qui avaient refusé, dès le début, de la France, de l'Angleterre; ou encore de la Russie, qui n'aurait jamais été abordé par les pays « amis d'Haïti », dans ce contexte; ou bien de la Chine continentale, qui aurait rejeté une proposition américaine, en ce sens. Ou même du Brésil, dont l'expérience en Haïti a été prouvée, pour avoir dirigé une mission militaire onusienne, en Haïti (2004-

Suite en page 14

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Èske se Kenya ki pral sove Ayiti ?

Aprè youn semèn deblozay sou deblozay ann Ayiti pou make 2 lane chèf siprèm nan, Ariel Henry (Aryèl Anri), opouvwa, tout je fikse sou peyi Kenya, jouk ann Afrik de lès, pou sove Ayiti anba kontwòl gang, ki pase youn vitès siperyè, atèl pwen, ke menm Eta zini mande sitwayen Ameri ken ann Ayiti kite peyi a. Kijan nou wè sa?

Enben, yo pa t vle koute lè m te mete koze a deyò depi nan dat 8 septanm 2021: « *Toutotan ke syon gang nan pa regle, anyen p ap regle ann Ayiti!* »

Kòm mwen sot di, yo pa t ka kite dat 20 jiyè a pase san pa gen gwo selebrasyon pou chèf siprèm nan. Nou konnen se nan dat sa a, nan lane 2021, aprè ansasinay prezidan de fakto a, Jovenel Moïse (Jovnel Moyiz), le 7 jiyè, ke me syedam CORE Group la te foute doktè Anri nan gòj Ayisyen, mete l chita nan biwo Primati a, jan yo rele ofis Premye minis la, kòm chef siprèm, ki pa gen kont pou l ran pèsonn, eksepte Blan yo ki te mete l chita sou dodin nan, osnon fotèy la, pran sa n vle.

Gwo selebrasyon pou chèf siprèm nan

Epi alapapòt, m ap klarifye youn kesyon pou mounn k ap lonje dwèt sou mwen, ki di m ap jaze sou do Doktè Anri lè m ap rele l chèf siprèm. Men bonjan enfòmasyon pou nou epi m ap tann nou vin di m li pa chèf siprèm.

Li pa sèlman Premye minis, men prezidan Dayiti tou, anchay tout bagay nan peyi a, menm sa yo rele *La Cour de cassation*, ki reyini 12 jij siperyè peyi a pou deside sou sèten ka ke lòt tribinal pi ba yo pa arive byen rezoud. Dayè se li menm ki te nonmen 8 pami yo pou fè e defè lè l mande yo.

Epi pa gen Lachanm, sa yo rele Palman, ann Ayiti. Sa pa vrèman egziste depi nan mwa janvyè 2020, lè manda 119 depite ki reprezante tout zòn nan peyi a te bout. Manda 10 senatè te bout tou, epi Prezidan Moyiz, ak fòs gwo ponyèt li, te ranwaye 10 lòt senatè. Sa te vin redui Sena Re piblik la a sèlman 10 senatè, ki te la tankou pòtre, san pouvwa pou pase okenn lwa. Epi Jovnel Moïse te di demokrasi babay, li t ap dirije peyi ak kout dekrè. Vwala ke nan dat 10 janvyè ane sa a, dènye ti vèni demokrasi a disparèt, lè manda dènye 10 senatè yo te bout. Vin di m si Aryèl Anri pa chèf siprèm !

Men, ak tout gwo tit li a, ak tout pouvwa li sanse genyen pou l gouvènè Ayiti, nou pa wè vrèman gouvènè anyen. Petèt se

konsa jwèt la ap fèt, dekwa pou l rete sèl chèf ann Ayiti, menm jan sa te ye sou mesye Duvalier (Di valye) yo, François (Papa Dòk) ak Jean-Claude (Bebe Dòk). Epi gang yo pral devni Tonton Ma kout pa l, nèspa? Pouvwa avi!

Enben gen pwoblèm ak plan msye a, sitou pou jan gang yo te deside selebre dezyèm lane l la opouvwa. Yo te pase alatak plizyè kote nan peyi a, sitou nan Gonyayiv kote gang Gran Grif la te kraze kèk kretyen vivan nan *Lian court*, menm kote yo te ansasinen 6 polisye, nan dat 25 janvyè lane sa a. Depi lè sa a pa gen komisarya osnon sou-komisarya polis nan zòn nan.

Men se ozanviwon Pòto prens, ki te gen gwo kabouya, si tou ak gang *Kraze Baryè*, sou lè zòd Vitel'homme Innocent (Vitelòm Inosan). Pa okipe n de non Inosan an, tout mounn konnen li pa inosan. Sa tèlman vre, jan nou te di l semèn pase a, nan youn atik, ke mesye Depatman Deta yo, nan Wachintonn, mete youn pri rekonpans youn milyon dola (\$1 000 000.00) sou tèl li Wi, depi mwa novanm 2022, lajan an la pou mounn ki arive bay enfòmasyon pou arete l. Mezanmi, 8 mwa gentan pase, epi Depatman Deta pa jwenn okenn enfòmasyon, osnon si yo jwenn, yo pa ka manyen gwo chèf gang sa a, ki byen kore? Kisa? Pi devan m a tounen sou sa.

Nan fen semèn 20 jiyè a, pou fete 2 zan doktè Anri sou pouvwa

Anbasad Etazini rante nan koze gang nan, epi gwo otorite nan tete lang ak gang Vitelòm, lage me sye gang *Kraze Baryè* yo deyò pèp la nan zòn bò Pòto prens, jan nou te wè sa nan jounal semèn pase a. Tout mounn te jwenn. Men se nan zòn Tabarre (Taba), pa twò lwen anbasad amerikèn nan yo te fè plis dega. Malere ak malèz, granmounn sou baton, ti mounn nan tete, tout t oblije kouri kite kay yo pou y al cache pwo teksyon devan anbasad amerikèn nan, ki nan Taba. Depi dimanch swa, 23 jiyè rive lendi 24, se plis pase 100 mounn ki te devan anbasad la. Kèk te gentan rante nan lakou a.

Enben, nan madi apremidi, jan nou te rapòte sa semèn pase a, lapolis debake ak baton, rigwaz, bonm lakrimojèn, ki boule je tankou piman, epi yo pati deyò tout mounn, san distenksyon. Yo netwaye devan anbasad la byen klin. Epi prèske tout òganizasyon k ap defann dwa mounn, tankou Fon dasyon Je Klere (FJKL), Rezo nasyonal pou defann dwa moun

(RNDDH), Sant Analiz ak Rechèch sou dwa mounn (CAR DH) leve youn gwo tole deyò gouvènman an ki konn kijan pou chase mounn yo ak kout gaz lakrimojèn, men ki nan tete lang ak gang yo, ke yo pa janm touche.

Se konsa nou vin aprann ke Vitelòm Inosan gen 2 machin Leta nan kòtèj li. RNDDH bay ni mewe yo, plak Sèvis Leta. Men gwo chèf gang nan ki gen pwo teksyon Lapolis. Li se zanmi Frantz Elbé, ki se direktè jeneral Polis la. Pawòl twò fò, machwè gonfle !

Antouka, Ameriken yo renmake jwèt la make san toutbon. Se poutèt sa, mèkredi pase, 26 jiyè, otorite Ameriken yo mande pou Ameriken ki ann Ayiti debou ye yo pou kite peyi a tousuit. La tou, anbasad amerikèn nan Taba fè plizyè anplwaye nan anbasad la ki pa vrèman gen gwo responsablite degèpi, rante Ozetazini tousuit. Se sèlman kèk anplwaye enpòtan fopaplis ki rete nan anbasad la. Sè ke Ameriken yo pa konn kilè gang yo ka deside vin tabli katye jeneral yo nan anbasad la. Paske jan sa prale a sangle Taba pral vin youn lòt zòn tan kou Matisan, anba bouch Pòto prens, sou Wout nasyonal nimewo 2 a, ki konekte kapital la ak tout 4 depatman nan Sid peyi a epi 3 vil ki fè pati depatman Lwès la: Leogán, Grangwav ak Ti gwav. Epi se depi dat premye jen 2021, gang yo an kontwòl Matisan.

Èske se peyi Kenya k ap vin sove Ayiti ?

Vwala ke se pandan sityasyon an vin malouk jan l ye a, ke nou li ke otorite nan peyi Kenya dakò pou yo voye youn fòs ann Ayiti ak mil (1 000) polisye pou vin pote sekou bay Polis Nasyonal la (PNH). Men pinga pèsonn kouri di « Apa kesyon an pral regle ! »

Otorite Kenya di yo pare pou fè sa, men fòk Konsèy Sekirite Nasyon Zini (ONU) apwouve desizyon yo a. Kòm nou konnen, depi mwa oktòb lane pase, Premye minis defakto lakay la te mande ofisyèlman pou Sekretè Jeneral ONU an, António Guterres, otorize youn "fòs entènasyonal byen djanm" pou vin ede l ak kesyon gang nan. Jiska prezan anyen pa janm fèt, sitou paske Lachin ak Larisi bloke sa ak vòt yo nan Konsèy Sekirite a. Epi Ameriken pa vle pran devan, ni Kanadyen yo, ke Ameriken t ap pouse pou pran devan, pa mache. Menm chèf CARICOM yo, ògnizasyon peyi Karayib yo, ke Ayiti fè pati l la pa mache non plis, menm lè Jamayik te kouri di li pare pou voye polisye ak solda lame ann Ayiti. Sè ke Premye Minis peyi St. Vincent ak Grenadines, nan CARICOM nan, Ralph Gonsalves, fè konnen peyi l p ap patisipe nan okenn fòs, ki pral bay Aryèl Anri jarèt. Men kesyon an. Èske otorite peyi Kenya yo

konnen ke se youn Premye Minis ki sou lèzòd CORE Group, ki pa gen okenn lejitimite, ke la ma jorite Ayisyen di fòk li rache man yòk li, bay tè a blanch, ke y ap vin sipòte ak fòs y ap voye ann Ayiti a?

Mwen memm mwen kwè pa gen okenn fòs entènasyonal ki ka vin met lòd ann Ayiti jansadwa, sitou avèk tout otorite twou nan manch sa yo ki anchay peyi a, an kòmansan pa Aryèl Anri, pase pran Frantz Elbé, ki nan konfyolo ak gang, jan sa di byen klè. Kijan mil polisye Kenya, ki pa vrèman konnen peyi a, ka ede youn Polis nasyonal, ki enfiltre ak gang depi nan tèt. Nou menm nou di se pou nou tounen ak Lame Dayiti, sou kontwòl patriyòt ki vrèman kwè nan demokrasi, pou vin bay tout peyi a sekirite, jan se te konn fèt oparavan. Polis la pa prepare epi yo pa ekiye non plis pou fè fas a gang.

Mwen pral bay repons mwen te voye, mèkredi pase, nan dat 26 jiyè a, bay youn òganizasyon ki te voye youn mesaj ban mwen, ki te soti nan e-mail sa a : « *russsia 4haiti* ». Yo mande m opinyon m sou youn fòs entènasyonal ann Ayiti. Kòm se an franse nòt la te vin jwenn mwen, se an franse mwen reponn. Menni :

« *Concernant une intervention étrangère!*

« *Salut! Depuis que la communauté internationale, les États-Unis en tête de liste, avait cautionné la démobilisation des Forces Armées d'Haïti (FAdH) par l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, le service d'intelligence national a été détruit et la voie ouverte aux gangs, à commencer par les « Chimères » d'Aristide, précurseurs des gangs d'aujourd'hui.*

« *Alors, depuis 2004, à commencer par la MINUSTHA, la MINUJUSTH et actuellement le BINUH, la communauté internationale se sert d'armées étrangères pour imposer sa volonté au peuple haïtien, avec les conséquences néfastes que l'on connaît.*

« *Pour moi, ce n'est pas une intervention comme les autres qu'il faut, mais une mission avec un but spécifique de remettre en place une armée haïtienne pouvant ramener l'ordre sur tout le territoire. La Police Nationale d'Haïti n'est pas préparée, ni équipée—aucune police ne l'est—pour combattre des gangs, armés d'équipements plus sophistiqués que ceux de la Police, importés de ces mêmes pays qui veulent nous imposer leur volonté.*

« *Que l'on cesse de jouer à l'hypocrite et que l'on fasse le nécessaire, pour que l'Haïtien, dont les ancêtres ont vaincu la puissante armée de Napoléon Bonaparte, mettant fin à l'esclavage de la communauté internationale d'alors, représentant au monde la première République noire, le second état indépendant de l'hémisphère occidental, ne soit pas humilié par de soi-disant « sauveurs internationaux!*

« *Mes civilités.*

« *Raymond Alcide Joseph, ex-ambassadeur d'Haïti aux États-Unis (2005-2010), Chargé d'Affaires à Washington et représentant d'Haïti à l'OEA (1990-91), co-fondateur de l'hebdomadaire Haïti-Observateur (1971) à New York. Tel. 301-335-5063; e-mail : raljo31@yahoo.com »*

TiRenm/

Grenn Pwonmennen
nan raljo31@yahoo.com



HAPPENINGS!

Continued from page 1

which was in French, based on the request which was addressed to me in French. Probably, others may have received a similar request, I have no way of knowing. Nonetheless, I availed myself of the opportunity to address an issue which is paramount, as the international community seems poised for another military intervention in Haiti, after the failed ones over nearly two decades.

Here is my response, the French version appearing on page 6, at the conclusion of the Creole column **GRENN PWONMENNEN**.

The Response "Concerning a foreign intervention in Haiti!"

"Greetings! Since the international community, the United States in the lead, acquiesced to the demobilization of the Haitian Armed Forces (French acronym FAd'H), by the former President Jean-Bertrand Aristide, the national intelligence service was destroyed and the door was open for gangs, beginning with the 'Chimères' [Shadowy figures] of Aristide, precursors of the current gangs.

"Thus, since 2004, starting with MINUSTHA, MINUJUSTH, and currently BINUH, the international community has used foreign armies to impose its will on the Haitian people, with the well-

known harmful consequences.

"As for me, it's not an intervention like the previous ones that's needed, but a mission with the specific goal of having a new Haitian army covering the whole country. The Haitian Police are neither prepared, nor equipped — no police are — to fight gangs, armed with more sophisticated equipment than those of the Police, arms imported from those same countries intent on imposing their will on Haiti.

"Enough with this hypocritical game! May the necessary be done, so that the Haitians, whose ancestors defeated the powerful army of Napoléon Bonaparte, putting an end to the slavery imposed by the then international community, presenting to the world the first Black Republic, the second independent state in the western hemisphere, may not be humiliated by so-called 'international saviors!'"

"Respectfully,

"Raymond Alcide Joseph, former ambassador of Haiti to the United States (2005-2010), chargé d'Affaires to Washington and Haiti's representative at the OAS (1990-1991), co-founder of the weekly *Haiti-Observateur* (1971) in New York. Tel. 301-335-5063; e-mail: raljo31@yahoo.com

Kenya to the rescue

As reported, this East African nation has offered to take the lead of an international force and is

providing 1,000 police officers, to come to the aid of Haiti, overrun by gangs that have caused havoc in the country, especially in the past two weeks. Finally, the United States, that has been on a search for a country to take the lead of a foreign force in Haiti, may be successful.

In a press release, Saturday, July 29, attributed to Matthew Miller, spokesman for U.S. Secretary of State Antony Blinken, the latter spoke with Kenyan President William Ruto, that Saturday, "to express our appreciation for Kenya's contributions to regional peace and stability. . . [and] Kenya's positive consideration of leading a multinational force in Haiti."

It's not a done deal yet, because the UN Security Council has to approve it. In the past, China and Russia have used their veto to block action on Haiti, thwarting UN Secretary General António Guterres in his determination to come up with such a force for Haiti, since last October when Dr. Henry officially had requested it. Considering that both China and Russia had joined in the unanimous vote of the Council, on July 14, giving the Secretary General some kind of ultimatum to come up with "options in 30 days" to deal with the multifaceted Haitian crisis, they may go along this time with the Kenya formula. By the way, included among the "full range" of options mentioned in the resolution was "a possible U.N. peace keeping force and a non-U.N. multinational force."

Indeed, the situation in Haiti has reached a critical point, with the gangs displaying their overwhelming power in the past two weeks with some spectacular attacks. Deridingly, some say that's their way of celebrating the second anniversary, on July 20, of the chaotic leadership of the de facto Prime Minister Ariel Henry, the neurosurgeon-turned Haiti's Supreme Leader, thanks to the CORE GROUP of Western ambassadors in Port-au-Prince who

named him to his post on July 20, 2021, via a tweet. It should be noted that other than the ambassadors, the CORE GROUP includes the representatives of the United Nations (UN), of the Organization of American States (OAS) and of the European Union (EU). In other words, the Western leaders of the "international community" must bear responsibility for the mayhem in Haiti, under the chaotic leadership of neurosurgeon Henry.

Among the latest of the gang actions

In the Artibonite region, in north central Haiti, the gangs went into action. Reportedly, on Friday, July 28, they killed at least three people and set fire to several homes in Petite Rivière. That's the region where the gang "Gran Griif" operates and had killed six (6) policemen last January and forced the closing of the Police station. The mayor of Petite Rivière, Lereste Dort, is quoted as saying he's "tired of the climate of terror orchestrated by the armed gangs" and has called on Prime Minister Henry and the Director General of the National Police [Frantz Elbé] "to take all dispositions to replace the policemen" who were there before.

The gang action in the Artibonite was rather insignificant compared to multiple attacks against the civilian population in suburbs of Port-au-Prince. One such area were communities around Tabarre, where the American Embassy is located. In despair, more than 100 citizens, including women, children and seniors sought refuge in front of the American Embassy, on July 23 and 24.

By Tuesday, July 25, 3 pm, the Police moved against them with rage, using tear gas to drive them out. Various human rights organizations, like "Fondation Je Klere" (Bright Eyes Foundation), "Réseau National de défense des droits humains" (French acronym RNDDH), or National Network for the Defense of Human

Rights, as well as *Centre d'analyse et de Recherches en Droits Humains* (CARDH) denounced the inhuman treatment of the would-be internal refugees.

The State Department takes actions to protect American citizens

On Thursday, July 27, the State Department issued an updated travel advisory for Haiti and ordered the departure from the country of "family members of U.S. government employees and non-emergency U.S. government employees." Moreover, the travel advisory stated: "U.S. citizens in Haiti should depart Haiti as soon as possible by commercial or other privately available transportation options, in light of the current security situation and infrastructure challenges." And underscoring how dangerous the situation is, this last advice: "U.S. citizens wishing to depart Port-au-Prince should monitor local news and only do so when considered safe." That's how bad things are.

Then, last Sunday, July 30, the news agencies and all television networks in the United States were reporting on the kidnapping of "two American citizens" — a mother and her child. Since the reporting is uniform on almost all organs, I will quote CNN, the latest to report on it on Monday, July 31, at 1:48 pm: "Before Alix Dor sainvil was kidnapped with her child in Haiti, the American nurse described Haitians as 'resilient people' who are 'full of joy and life and love.'"

"Her comments came in a video on the website of *El Roi Haiti*, the Christian humanitarian aid organization for which she works." She's said to be the wife of "El Roi Director Sandro Dor sainvil" and she and her child, whose ages are not given, were kidnapped Thursday morning, on the campus of the non-profit organization near Haiti's capital of Port-au-Prince.

RAJ
raljo31@yahoo.com

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm

Friday 10:00 am - 10:00 pm

Saturday 10:00 am - 10:00 pm

Sunday 10:00 am - 5:00 pm

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BL. UNION & PRINCE)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Donald Trump inculpé dans l'attaque du 6 janvier 2021, contre le Congrès américain

Ce à quoi on s'attendait depuis quelques mois est enfin arrivé : l'inculpation officielle de l'ex-président américain qui, toujours président, le 6 janvier 2021, s'était comporté comme « Terroriste-en-chef ». Car après avoir harangué ses partisans, ce jour-là, il les avait envoyés, certains d'entre eux armés, pour s'attaquer au haut lieu de la Législature américaine, afin d'empêcher que le candidat démocrate Joseph « Joe » Biden, ayant remporté la victoire aux élections présidentielles du 3 novembre 2020, avec une avance de sept millions de voix, ne soit confirmé lors d'une réunion conjointe du Congrès dépouillant le vote électoral, qui était aussi favorable au démocrate.

En effet, hier, mardi 1^{er} août, on a vu, sur les écrans des chaînes de télévision, le Conseiller spécial Jack Smith, chargé par le Département de la Justice de l'investigation de l'ex-président, débattre sur l'inculpation couvrant quatre chefs d'accusation énoncés dans un document de 25 pages. M. Trump est accusé de « *conspiration en vue d'une fraude contre les États-Unis, d'altérer certains témoignages, de conspiration contre les droits de certains citoyens, et de faire obstruction, en fait un attentat à obstruer un processus officiel* ».

En conclusion, le Conseiller spécial eut à dire, qu'il s'agit, jusqu'à présent, d'allégations et que l'inculpé n'est pas encore condamné, et pourra se défendre. Mais comment Trump peut-il se défendre contre lui-même, car lors des bulletins de nouvelles, hier, on l'a vu dans une vidéo, disant à ses ouailles d'« aller au Congrès et de se battre sans répit, sinon vous n'aurez plus de pays ». (« *You should fight like hell. If you don't you won't have a country anymore.* ») On a aussi projeté une autre vidéo dans laquelle on le voit demander à un officiel dans l'état de Géorgie, de lui trouver « 11 780 votes » pour annuler la victoire de Biden dans cet état. (« *All I want to do is this. I just want to find 11,780 votes, which is one*

more than we have. Because we won that state. »)

Et dans une déclaration, hier, Trump de dire que « toute cette affaire est bien ridicule ». Il aura, sans doute, l'occasion de répéter sa phrase, car jeudi, c'est-à-dire demain, à 4 heures de l'après-midi, il est attendu au tribunal, à Washington, en vue de l'accusation formelle. Quelles seront les restrictions



Donald Trump

à lui imposer ? On n'a pas longtemps à attendre.

On ne reviendra pas, maintenant, sur les autres inculpations contre lui à New York et à Miami. Non plus, on ne s'attardera sur ce qui l'attend dans l'état de Géorgie, où la procureure du district fédéral du comté de Fulton (Atlanta), Fani Willis, eut à dire, au cours d'une entrevue lundi (31 juillet) que tout est prêt en fait d'investigation sur les agissements de Donald Trump concernant l'annulation dans cet état de l'élection présidentielle du 3 novembre 2020. « *Une décision* », a-t-elle ajouté « *est attendu avant le 1^{er} septembre* ».

Entre-temps, il est rapporté que la somme de quarante millions de dollars (40 000 000.00 \$) a été dépensée déjà cette année, pour assurer la défense de l'ex-président Donald Trump. Il reste encore cinq mois dans l'année pour maintenir le rythme des dépenses. Eh oui, l'ex-président est en campagne, voulant se faire réélire aux élections de novembre 2024, nonobstant toutes ces inculpations. Et j'entends quelqu'un, parlant Créole, dire : « *Ala bagay dous se*

pouvwa! » (Oh, que c'est savoureux d'être au pouvoir).

Des autorités irresponsables face à ceux s'acquittant de leurs tâches

Suite au scandale inhumain, le 25 juillet dernier, devant l'immeuble de l'Ambassade américaine, à Port-au-Prince, où des réfugiés internes, à la recherche de protection, ont été chassés violemment, gazés de surcroît avec des bombes au lacrymogène, ce qui se passe à New York, devant l'hôtel Roosevelt, où des réfugiés étrangers ont cherché refuge, donne à réfléchir.

En effet, les éditoriaux dans cette édition, en français et en anglais, aux pages 10 et 11, s'étendent, en long et en large, sur l'action des gangs armés, alliés au gouvernement, qui ont causé la fuite des résidents dans les environs de Tabarre, qui avaient cru pouvoir trouver refuge du côté de l'ambassade américaine, à Tabarre. Leur déguerpissement brutal par des unités de la Police Nationale, face à la nonchalance des diplomates américains, est un acte inhumain, sévèrement critiqué par des organisations des droits humains, tant en Haïti qu'aux États-Unis. Voir les Éditoriaux.

Ceci nous amène à nous pencher sur ce qui se passe à New York avec des réfugiés d'autres pays, que l'on a vus dormir sur le trottoir devant l'hôtel Roosevelt, auparavant très huppé, mais hors de service maintenant. Selon les rapports de presse, le maire de la ville, Eric Adams, s'est dit concerné au possible que ces migrants passent 24 à 48 heures sans abris. Ainsi, a-t-il ordonné que l'on procède, le plus vite possible, à leur hébergement.

Ainsi apprend-on que de puis le printemps de l'année dernière quelque 93 000 de ces réfugiés, véhiculés dans des autobus, surtout par les autorités du Texas et de la Floride, ont été déversés sur New York, suivant la politique antimigratoire de ces états. À compter depuis lors, quelque

56 000 ont trouvé logement dans les abris provisoires de cette ville, dits « *homeless shelters* », tandis que les autres ont été accueillis par des parents



Le procureur fédéral Jack Smith

vivant déjà aux États-Unis, ou repartis dans d'autres communautés hors de la ville de New York. Voilà un traitement humain pour des infortunés à la recherche d'une vie meilleure.

Toutefois, en Haïti, où les gangs attaquent des populations délaissées, sans aucune protection policière, les gens sont dépouillés de leurs demeures, certains se réfugiant dans des stades, comme ce fut le cas pour les réfugiés internes, chassés par les gangs qui ont pris le contrôle de Martissant, depuis le 1^{er} juin 2021. D'autres ont fui Port-au-Prince et ses environs pour retourner dans les provinces d'où nombre d'entre eux proviennent. Voilà, maintenant, que ce sont les habitants des environs de Tabarre qui font face au pire, parce que les autorités, que ce soit au niveau de l'Exécutif ou de la Police, sont de mèche avec les gangs.

À quoi doit-on s'attendre quand il n'y a plus de doute que l'équipe au pouvoir, surtout le Premier Ministre Ariel Henry, entretient une étroite collaboration avec certains chefs de gangs, comme c'est le cas pour Vitelhomme Innocent, du gang « *Kraze Baryè* », dont le nom Innocent ne le sied pas.

À quoi s'attendre en Haïti dans les prochaines semaines?

La situation s'est détériorée à un tel point que le Premier

Ministre canadien, Justin Trudeau, a dénoncé Ariel Henry pour ses manquements. Selon un reportage de Wallace Elie, publié hier, 1^{er} août, dans *Le Placentin*, il est dit que Monsieur Trudeau, « *en marge d'un point de presse à Hamilton, banlieue de Toronto... accuse le gouvernement de facto d'Ariel Henry de ne pas prendre au sérieux la situation sécuritaire et politique du pays, malgré les différentes aides et assistances apportées par le Canada à Haïti* ».

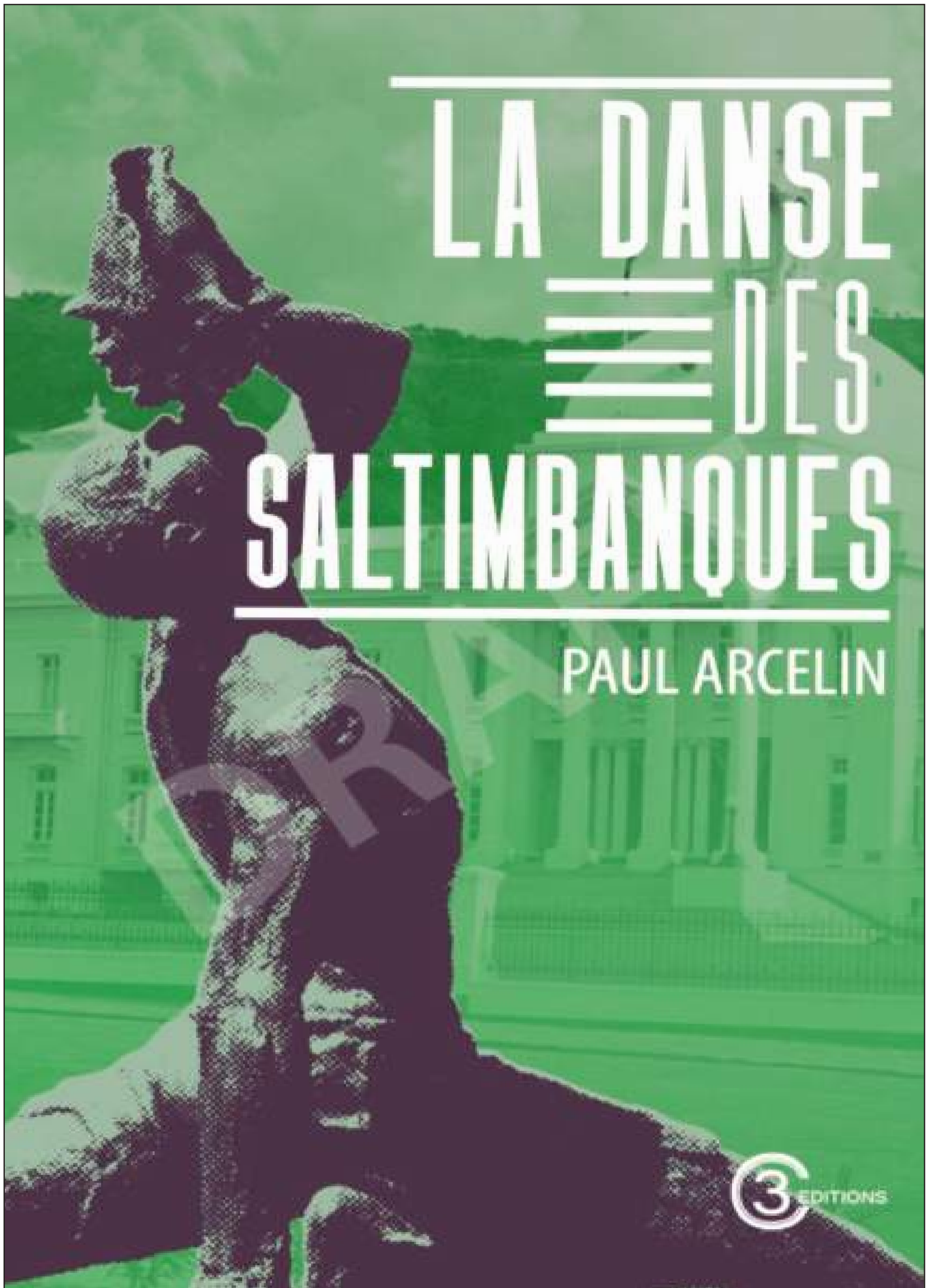
Toutefois, on ne comprend pas comment le Canada puisse « *accueillir positivement* » l'annonce du gouvernement du Kenya de venir en aide à une Haïti avec un Ariel Henry toujours à la barre. Voici : « *Le Canada est prêt à travailler avec le Kenya et tous les partenaires afin d'assurer le succès de l'imminente mission de reconnaissance et de tout déploiement éventuel subséquent sous le mandat du Conseil Supérieur des Nations-Unies (SNU)* », selon Sébastien Carrière, l'ambassadeur du Canada en Haïti.

Alors, il est à se demander s'il n'existe pas de coordination entre le Premier Ministre Trudeau et l'Ambassadeur Carrière? Car, après l'accusation du Premier Ministre, on ne voit pas comment il pourrait apporter son soutien à une force internationale en Haïti, qui viendrait consolider le pouvoir d'Ariel Henry. À moins qu'il y ait anguille sous roche, et que, sans que ce soit dit, la communauté internationale a fini par conclure qu'Ariel Henry, étant la pierre d'achoppement dans tout ce qui se fait pour résoudre la crise multiséculaire en Haïti, doit rendre le tablier avant qu'une force internationale soit déployée au pays.

Une action exemplaire du maire de New York

Pour enrayer la violence alimentée par une politique trop libérale concernant les armes, le lundi, 31 juillet, le maire Eric Adams a dévoilé ce qu'il dit dénommé « *Plan for*

Suite en page 14



LA DANSE DES SALTIMBANQUES

PAUL ARCELIN

3 EDITIONS

ÉDITORIAL



L'incident du 25 juillet devant l'ambassade US : Ariel Henry mis à nu !

Plus de doute ni de tergiversation à reconnaître la proximité du Premier ministre de facto, Ariel Henry, avec les gangs armés, tout au moins avec Vitelhomme Innocent, le baron des malfrats évoluant sous l'appellation « *Kraze Baryè* ». Les incidents déclenchés par les attaques de ses hommes sur les populations de Tabarre, la semaine dernière, ayant contraint des dizaines de familles, en quête de protection, à se réfugier devant l'immeuble de l'ambassade des États-Unis, permettent de lever le voile sur ce rapport malsain. Une situation encore plus préoccupante, en raison de la réaction — ou de la neutralité — affichée par la mission américaine, à un moment où elle aurait dû se prononcer, ne serait-ce que pour condamner la violence des policiers.

Mettons en contexte les événements du mardi 25 août 2023 nés du lâchage des hommes de Vitelhomme sur les habitants de Tabarre et ses environs, depuis le précédent week-end, dans les attaques meurtrières ayant obligé ces gens à trouver un lieu de refuge plus ou moins sûr. Une décision prise collectivement en constatant l'indifférence manifestée par la Police réagissant, sans nul doute, aux ordres des autorités politiques. Ces réfugiés internes se sont trompés, par rapport aux autorités du pays prenant leurs responsabilités, face aux criminels; ou aux responsables de la Mission diplomatique américaine exerçant l'autorité morale d'influencer la décision des dirigeants du pays relative aux criminels terrorisant les personnes sans défense.

En effet, confirmant l'influence qu'il exerce sur les décideurs haïtiens et la tolérance dont ils bénéficient auprès d'eux, Vitelhomme Innocent et ses « *soldats* » ont eu carte blanche pour créer la violence sur les populations des quartiers environnant l'ambassade américaine. Ces derniers, qui n'ignoraient pas le calvaire imposé à d'autres victimes, de Martissant, au sud de la capitale, à Liancourt (Artibonite), en passant par Cité-Soleil, Bel-Air, la Plaine du Cul-de-Sac, etc. forcés, avant eux, de fuir leurs résidences, sous les assauts d'autres malfrats, ne sont jamais retournés chez eux.

Ayant encore, fraîches à la mémoire, les expériences vécues par les déplacés de ces zones, et bien d'autres encore, ces derniers réfugiés n'avaient aucune idée qu'ils allaient devenir les victimes de leur propre gouvernement, en sus de se retrouver des déplacés dans leur propre pays, voire leurs propres

quartiers de résidence. Ces familles, chassées de leurs maisons, sont devenues des victimes instantanées d'une crise humanitaire à l'égard de laquelle l'ambassade américaine a affiché une totale indifférence. Le silence qu'elle a manifesté, à l'égard de la brutalité policière dirigée sur ces personnes en dit long.

Si les précédents délogements de familles par les malfrats ont chassé ces dernières de leurs maisons, celui des habitants de Tabarre présente toutes les caractéristiques d'un complot impliquant la complicité d'Ariel Henry avec le criminel Vitelhomme Innocent. Cette hypothèse est d'autant plus plausible que celui-là demeure sous le coup d'une conspiration antérieure, celle ayant conduit à l'assassinat de Jovenel Moïse. Dans le dossier relatif aux réfugiés devant l'ambassade américaine, à Port-au-Prince, surgissent des questions auxquelles doit répondre le Premier ministre de facto. Ajouté à cela le fait que le chef de gang, à l'occasion de ses interventions dans les médias, a révélé ses dialogues avec le Dr Henry. Ce dernier ne s'est jamais donné la peine de réfuter pareille accusation, que tout le monde juge extrêmement grave.

Les brutalités infligées aux réfugiés chassés de l'ambassade américaine ont été dénoncées par plusieurs organisations de défense des droits humains. En Haïti, le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), Fondation Je Klere (FJK) et le Centre d'Analyse et de Recherches en Droits humains (CARDH, pour ne citer que celles-là, ont élevé fortement la voix contre le directeur général intérimaire de la PNH, dont les agents déployés n'ont pas épargné les enfants en bas âge, les vieillards et les femmes, dans leurs exactions. Tous ont été malmenés, gazés ou même bastonnés, dans certains cas, sans ménagement aucun. Le RNDDH s'est particulièrement insurgé contre ce qu'il qualifie d'« *excès de zèle* » de Fritz Elbé, directeur général de la PNH, par le biais des policiers recourant à la force démesurée pour chasser ces réfugiés locaux. À l'étranger, notamment aux États-Unis, la *New England Human Rights Organization* (NEHRO), basée à Boston, dans le Massachusetts, dans une interview exclusive accordée à l'organe de presse en ligne *Rezenòdwès*, traite Ariel Henry de « *grand chef de gang en Haïti* ».

Cette intervention musclée de la Police nationale contre ces réfugiés, y compris le silence de l'ambassade américaine, témoigne, tout au moins, d'une

indifférence coupable à l'égard de cette crise humanitaire qui s'était développée, en peu de temps, devant la mission diplomatique des États-Unis. Tout cela traduit l'énormité de la monstruosité de l'attitude des officiels des deux pays à l'égard de cette situation, que l'équipe d'Ariel Henry aurait pu éviter par un déploiement de force en bonne et due forme contre les bandits. Une mesure normale et automatique de tout État respectueux de sa mission. Aussi est-il de bon ton d'attirer l'attention sur certains faits que les acteurs de tous bords s'acharnent à tenir sous le boisseau.

Certes, selon des révélations faites par Vitelhomme Innocent, ce dernier possède les coordonnées téléphoniques du Premier ministre de facto, qu'il prétend appeler, au besoin, ainsi que ceux d'autres membres de son gouvernement, n'ayant aucun problème à le rejoindre, quand cela s'avère nécessaire.

Intervenant spécifiquement sur ce dossier, le RNDDH condamne le « *zèle totalement déplacé* » de la PNH, chassant avec une violence indue ces personnes. Première révélation sur les relations existant entre le patron de « *Kraze Baryè* » et l'équipe au pouvoir : « *De puis le 15 janvier 2023, Vitelhomme Innocent, dénoncé comme étant proches des autorités, y compris celles de la PNH, circule dans un cortège composé, entre autres, de deux véhicules portant respectivement des plaques d'immatriculation Service de l'État et Officiel et d'un véhicule de l'institution policière de marque Toyota Pick-up double cabine immatriculé 1-01191, clairement identifié comme appartenant à la PNH* ».

Autre information pertinente et distinctive sur ce même sujet : « *Le 16 juillet 2023, vers 20 heures, douze véhicules portant des plaques d'immatriculation Service de l'État et Officiel, se sont rendus dans le fief de Vitelhomme Innocent où s'est tenue une rencontre de plusieurs heures. Depuis, les attaques de Vitelhomme Innocent à l'encontre des populations de la Croix-des-Bouquets, de Delmas, de Pétiou-Ville et de Tabarre se sont intensifiées* ».

De tels faits allient nécessairement l'équipe au pouvoir aux actes criminels de Vitelhomme Innocent, ayant le « *privilege* » de les perpétrer quand il veut, où il veut et sur qui il veut, sans encourir les représailles des forces de l'ordre. On se demande pourquoi la Police n'est pas intervenue contre les malfrats, alors que, il y a à peine deux ou trois semaines, la PNH avait annoncé le « *renforcement* » de sa présence dans la

zone de Tabarre. À la lumière de ces derniers événements, il faut conclure que cette présence policière était totalement supprimée, délibérément, afin de laisser le champ libre au gang « *Kraze Baryè* », agissant comme auxiliaire du pouvoir. Cette collaboration existe aussi entre les dirigeants du pays et les autres bandes armées, qui imposent leurs lois sur plus de 60 % de la capitale, et dont les actes criminels sur les populations, aussi bien que sur des policiers, ne sont jamais réprimés par ceux qui disent gouverner Haïti.

Maintenant, plus aucun doute, en ce qui concerne les relations de proximité existant entre les présents leaders d'Haïti et les gangs armés se liguant pour faire régner la terreur sur le peuple haïtien. Dans cet ordre d'idées, il devient clair que ceux qui appuient Ariel Henry et ses collaborateurs politiques s'érigent en ennemis du peuple haïtien, qui ne doit avoir plus d'hésitation à identifier ses adversaires avant de leur infliger le traitement qu'ils méritent.



SUBSCRIPTION FORM	
BULLETIN DE SOUSCRIPTION	
HAÏTI	ÉTATS-UNIS
1001-Observateur 98 Avenue John Brown, Terre-Éclairée Haiti, Cap-Haïtien, Haïti Tél. (509) 22341765	1001-01191 pour un (1) mois 80.00 US pour un (1) an
CANADA	AFRIQUE ET ASIE
1001-Observateur Gerald Louis Jacques 3141-211 4434 157-4th St. Toronto 12270 Javelin/Cosovan Métroplex HUNTING	550.00 TT pour un (1) mois 1000.00 TT pour un (1) an
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE	CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE
Un service spécial est offert à la suite de l'achat de 1001-Observateur à Jean-Claude Valmorin 1314 Avenue Edithmore, 14th April, 11 80070 LeTéléport, Saint-Denis, France Tél. (33) 1 40 40 28 70	100.00 US pour un (1) mois 1000.00 US pour un (1) an
EUROPE	
78 EURO pour un (1) mois 128 EURO pour un (1) an	
Nom/Prénom _____ Compagnie/Compagnie _____ Adresse/Adresse _____ Ville/City _____ État/State _____ Zip/Code/Code Régional _____ Country/Pays _____	
Si vous êtes abonné(e) à un autre service, veuillez nous en informer.	

EDITORIAL



The July 25 incident in front of the US Embassy lays bare Ariel Henry!

There's no longer any doubt or hesitation about recognizing de facto Prime Minister Ariel Henry's close ties with armed gangs, or at least with Vitelhomme Innocent, the boss of the thugs operating under the name "Kraze Baryè" (Tear down the gates). The incidents triggered by the attacks, last week, of his men on the population of Tabarre, forcing dozens of families, in search of protection, to find refuge in front of the US Embassy building, have lifted the veil on this unhealthy relationship. The situation is the more worrying when one considers the reaction — or neutrality — of the American mission, at a time when it should have spoken out, at least to condemn the police violence unleashed on that occasion.

Let's consider the context of the events of Tuesday July 25, 2023, following the unleashing of Vitelhomme's men on the inhabitants of Tabarre and the surrounding area since the previous weekend. Trying to escape the murderous attacks, the citizens were forced to find some safety in a place of refuge. Noting the indifference shown by the police, who undoubtedly were following orders of the political authorities, the people acted collectively in making their move. But these internal refugees made the mistake of thinking that in the end, the authorities would assume their responsibilities by confronting the criminals. Also, they thought that the officials of the American Diplomatic Mission, exercising their moral authority, would influence the decision of the country's leaders, regarding the criminals terrorizing defenseless people.

But Vitelhomme Innocent has shown that he wields much influence over the Haitian decision-makers, who tolerate him to the point of giving him carte blanche to unleash his "soldiers" against the defenseless people, even in the neighborhoods surrounding the American Embassy. And the American diplomats act as if they're unaware of the ordeal previously imposed on other victims — from Martissant in the south of the capital to Liancourt in the Artibonite region in north central Haiti, to neighborhoods in the capital itself, such as Cité Soleil, Bel-Air, or others a few miles away, in the Plaine du Cul-de-Sac—who were forced, before the latest victims, to flee their homes under the assault of other thugs who've never allowed to return home.

With the experience of those previously displaced in other areas still fresh

in their minds, these latest internal refugees had no idea that they were about to become victims of their own government. Imagine being displaced in one's own country and even in one's own neighborhood! As it is, these families, driven from their homes, became instant victims of a humanitarian crisis about which the American authorities at the Embassy could care less. The silence of the Americans, indifferent to the police brutality unleashed against those defenseless people speaks volume.

While previous displacements of families by the thugs may have been independently carried out, the one of the Tabarre inhabitants has all the hallmarks of a plot involving Ariel Henry's complicity with the criminal Vitelhomme Innocent. This hypothesis is all the more plausible, given that Henry is still under investigation for a previous conspiracy, the one that led to the assassination of Jovenel Moïse. In the case of the would-be refugees in front of the American Embassy in Port-au-Prince, questions have arisen which require answers from the de facto Prime Minister. What has he to say about public declarations in the media of the gang leader who revealed having had contact with Dr Henry, something the good doctor has never bothered to refute. To the majority of Haitian citizens this is extremely serious!

The brutality inflicted on the internal refugees, chased out from in front of the American Embassy has been denounced by several human rights organizations. In Haiti, the *National Network for the Defense of Human Rights* (French acronym RNDDH), the *Fondasyon Je Klere* (FJK) or Bright Eyes Foundation and the Center for Analysis and Research on Human Rights (French acronym CARDH), to name but a few, have raised their voices strongly against the interim Director General of the PNH, whose officers did not spare young children, the elderly and women in their brutality. All of the victims were manhandled, gassed, and in certain cases, some have been beaten. No mercy whatsoever was shown. The RNDDH was particularly incensed by what it described as "excessive zeal" on the part of Frantz Elbé, Director General of the PNH, who used excessive force to chase away the internal refugees. Abroad, particularly in the United States, the New England Human Rights Organization (NEHRO), based in Boston, Mass., granted an exclusive interview to the online media outlet *Rezenòdwès*, calling Ariel Henry

"a major gang leader in Haiti." The heavy-handed intervention by the PNH against the would-be refugees and the silence of the American Embassy are testimonies of the culpable indifference to the humanitarian crisis that, in a very short time, had exploded in front of the U.S. diplomatic mission in Port-au-Prince. All this reflects the enormity of the monstrous attitude of officials from both countries towards this situation, which Ariel Henry's team could have avoided by deploying force in due time against the bandits. In any State respectful of its mission, that would be a normal and automatic measure. But what can be expected in the Haitian context when certain facts regarding some top actors are kept under wraps. For example, according to revelations made by Vitelhomme Innocent, he has the telephone number of the de facto Prime Minister and claims that he can call whenever necessary. That goes also for other members of the government, who have no problem reaching him when needed.

Intervening specifically on this issue, the RNDDH condemns the "totally misplaced zeal" of the PNH which chased out the people in front of the Embassy with undue violence. Based on the this first revelation regarding the relationship existing between the boss of "Kraze Baryè" and the team in power, the head of the human rights organization states: "Since January 15, 2023, Vitelhomme Innocent had asserted his closeness to the authorities, including to those of the PNH. Among other things, he's travelled in a motorcade which has two vehicles bearing State Service and Official license plates respectively, and a Toyota Pick-up double-cabin police vehicle, with license plate 1-01191, clearly identified as belonging to the PNH."

Here's another relevant and distinctive information on the subject: "On July 16, 2023, at around 8 p.m., twelve vehicles bearing Service de l'État and Official license plates drove into the stronghold of Vitelhomme Innocent, where a meeting lasting several hours was held. Since then, Vitelhomme Innocent's attacks on the populations of Croix-des-Bouquets, Delmas, Pétion-Ville and Tabarre have intensified."

Such facts necessarily link the team in power to the criminal acts of Vitelhomme Innocent, who's "privileged" to perpetrate them when he wants, where he wants and on whom he wants, without incurring any reprisal from the forces of law and order. One wonders why the police did not inter-

vene against the thugs, when two or three weeks ago, the PNH had announced the "reinforcement" of its presence in the Tabarre area. In light of these latest events, one must conclude that the police presence was deliberately suppressed so that the "Kraze Baryè" thugs would have free rein to operate, acting as an auxiliary to the authorities. Similar collaboration also exists between the country's leaders and other armed gangs who impose their laws on more than 60% of the capital, and whose criminal acts against the population, as well as against police officers, are never repressed by those who supposedly govern Haiti.

In the process, everything is now in the open. There is no longer any doubt about the close ties between Haiti's current leaders and the armed gangs coalescing, as they unleash terror on the Haitian people. Also, it is crystal clear that those who support Ariel Henry and his political collaborators have set themselves up as enemies of the Haitian people who, without any hesitation, can identify their adversaries and give them what they deserve.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box
356237
Briarwood, N
Y 11435-
6235Tél.
(718) 812-
2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

<p>HAÏTI</p> <p>Haiti-Observateur 98 Avenue John Brown, Jérémie-étape Mait de la police, Port Tel: (509) 79940797 ou (509) 225-0783</p> <p>CANADA</p> <p>Haiti-Observateur Gerald Louis Jacques 514-221-8104 15-401 St. Laurent 12218 Juvésy-Cassavant Montréal H4M 1C3</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</p> <p>Un service spécial est dédié à partir de Paris. Intéressez-vous à l'adresse de: Jean-Claude Valentin 1314 Avenue Foch, 92141 Neuilly-sur-Seine 75010 Paris Tel: (33) 1 43 43 39 10</p>	<p>ÉTATS-UNIS</p> <p>1 an: \$30 2 ans: \$55 (pour les 48 mois) \$100 (5 US pour un 11 an)</p> <p>AFRIQUE ET ASIE</p> <p>55\$ (07) pour 6 (6) mois 105\$ (07) pour un (1) an</p> <p>CANADA ET AMÉRIQUE LATINE</p> <p>1 an: \$30 2 ans: \$55 (pour les 48 mois) \$100 (5 US pour un 11 an)</p> <p>EUROPE</p> <p>75 EURO pour 6 (6) mois 125 EURO pour un (1) an Prix réduits ou modalités particulières transfrontalières</p>
---	---

Name/Nom: _____

Company/Compagnie: _____

Address/Adresse: _____

City/Ville: _____ State/État: _____

Zip Code/Code Régional: _____ Country/Pays: _____

Tous les abonnements sont payables et doivent être réglés au moment de la commande.



Suite de la page 16

football féminin avait atteint un niveau mondial : songez en

Donc, les trois prestations réalisées en Océanie confirment qu'Haïti avait bien une dimension mondiale et qu'elle ne

grands. Ces performances sont d'autant plus probantes du haut niveau atteint par nos

une certitude puisque ces démonstrations sont réalisées alors que notre équipe a rencontré des circonstances très

pe nationale n'a plus la même attention soutenue. Hautement professionnelle, avec un traitement de très haut niveau, d'



L'équipe féminine haïtienne a perdu son troisième match de la Coupe moindiale 2023, éliminée.

2018. En Mondial féminin Haïti-20 Allemagne - Haïti 3-2. **Chine-Haïti 2-1**

devrait plus avoir peur d'aucune sélection au monde, et donc qu'elle avait atteint le droit de s'asseoir dans la cour des

filles que ces prestations ont été réalisées, malgré des circonstances très défavorables, ce qui montre que nous avons

défavorables. **Une préparation bâclée :** Depuis janvier 2020, soit quatre longues années, l'équi-

abord à cause de la COVID-19. qui a semi-paralysé le monde. Car, les trois prestations sont reliées en série.



LA LISTE OFFICIELLE

 CHELSEA SURPRIS	 JENNYFER LIMACE	 YABITA JOSEPH	 MORYL MAUDELINE	 MELCHIE DUMORNAY
 BATCHEBA LOUIS	 DANIELLE ETIENNE	 SHERYLY JEMY	 NERISSA MONDESIR	 DOSSELINE ELOISSANT
 RETINA PETIT FRÈRE	 JOSEPH ESTHERICOVE	 DARLINA JOSEPH	 MILAN PIERRE JÉRÔME	 SHEWE NDESKY MARCELUS
 NDA GANTHER	 DAYANA PIERRE LOUIS	 KETHNA LOUIS	 RUTHNEY MATHURIN	 ROSELORD BORCELLA
 KEDLY THEUS	 NAHOMIE AMBROSE	 LARA LARCO		

DT : NICOLAS DELEPINE

WWW.FFH.HT



NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Suite de la page 8

Community Safety ». (Plan pour la Sécurité de la Communauté), tout en indiquant qu'une somme de quatre cents quatre-vingt-cinq millions de dollars US (485 000 000.00) est prévue pour nombre de programmes dans les cinq communes (*boroughs*) de la ville, soit, en ordre alphabétique, Bronx, Brooklyn, Manhattan, Queens et Staten Island.

Le plan a été élaboré suite à un travail réalisé au cours de 18 mois, visant la réduction de

la violence causée par les armes à feu. En grande priorité, « *il s'agit de la sécurité des citoyens, un requis incontournable pour la prospérité* ». On aurait dit que c'est similaire au slogan, en Créole, que j'avais lancé depuis le 8 septembre 2021 concernant la sécurité en Haïti : « *Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen p ap regle ann Ayiti* ». (Si on n'arrive pas à solutionner la question des gangs, il n'y aura rien de solutionné en Haïti).

Le plan du maire prévoit la création de certaines entreprises qui feront augmenter les

emplois, surtout pour les jeunes. L'on se penchera sur la sécurité dans les immeubles publics et l'on sensibilisera le public sur certains bénéfices à jouir du secteur public. L'on se penchera aussi sur le service à prodiguer en cas de santé mentale et au renforcement des relations entre la police et la communauté.

Avec beaucoup de détails, il est dit quelle somme à mettre à la disposition de chaque secteur, tout en mettant l'accent sur les zones ayant le plus grand besoin. Il ne fait pas de doute qu'avec un plan pareil, on commencera par

faire l'expérience d'une ville New York plus sécurisée, car les malfrats seront de plus en plus dépourvus des instruments mortels qui ne seront plus disponibles comme auparavant.

Assurément, les lobbyistes, comme la *National Rifle Association* (NRA), mettant en avant l'article 2 de la Constitution américaine pour faire la promotion des armes sans restriction, feront de leur mieux pour déjouer ce « *Plan for Community Safety* ». Mais un vent souffle au pays, exigeant un contrôle beaucoup plus strict des instruments de

guerre qui n'ont pas de place dans la société civile. Et voilà New York, sous la direction d'Eric Adams, ancien officier de la Police de New York, ancien sénateur de l'état de New York ainsi que président de la commune de Brooklyn, obtenant deux mandats suivis, et maintenant maire de la première des métropoles américaines, se trouve à l'avant-garde avec un plan, qui fait de la sécurité des citoyens sa première priorité. Bravo Eric Adams!

Pierre Quiroule II, c/o raljo31@yahoo.com

DÉPLOIEMENT D'UNE FORCE MILITAIRE ROBUSTE EN HAÏTI Le Kenya s'offre pour diriger l'opération

Le bluff partout, aucune assurance quant à la concrétisation de la proposition...

Suite de la page 5

ette sortie « *changement de ton* ».

Réagissant à la promesse du Kenya de prendre la tête du contingent international de police de vant être déployé en Haïti, sous mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, Justin Trudeau tempête : « *Ça fait trois décennies qu'on est là en Haïti à différents moments pour aider à contrer la violence, l'instabilité politique, une situation humanitaire épouvantable, et on se retrouve quand même, main tenant, dans une situation qui est parmi les pires qu'on n'ait jamais vues malgré trente ans d'appuis et d'investissements* ». Et M. Trudeau d'enchaîner : « *On est là pour mettre de la pression sur la classe politique en Haïti, qui n'est pas en train de prendre au sérieux la responsabilité qu'ils ont de faire des compromis et rétablir la sécurité* ».

Ces propos, empreints de récrimination de Justin Trudeau, semblent viser tous les acteurs

impliqués dans les négociations inter-haïtiennes, au cours des deux dernières années. Depuis que la communauté internationale s'est engagée dans la recherche d'une solution à la crise haïtienne, les actes et décisions d'Ariel Henry sont suivis de près. Sans nul doute, il est le premier concerné, dans ces démarches. Donc il a de plus grandes responsabilités, par rapport aux échecs réitérés des négociations.

Reste donc à voir la réaction des autres acteurs internationaux ayant soutenu Ariel Henry, malgré vents et marée. Surtout que l'idée de l'illégitimité du Dr Henry, véhiculée dans les milieux diplomatiques et les centres de décision internationaux, ne cesse de faire écho. À cet égard, cela constitue un des éléments de blocage de la mise sur pied de cette force internationale tant prônée par le secrétaire général de l'ONU et dont Ariel Henry et son équipe ne cessent de réitérer la demande.

Il semble que l'atmosphère

politico-diplomatique a changé, au sein de la communauté internationale, par rapport à l'appui au Premier ministre de facto haïtien. C'est pourquoi les dernières déclarations du Premier ministre canadien méritent d'être suivies avec beaucoup d'attention. Ainsi que ce qu'on sait de la conversation téléphonique du secrétaire d'État américain avec le président du Kenya.

Le Kenya et sa Police peu recommandés comme modèles pour Haïti

L'unique pays à vouloir se porter candidat à assumer le leadership d'une force spéciale, pour venir en aide à la Police nationale, n'est pas en odeur de sainteté, tant du point de vue de sa politique interne que par rapport au fichier des droits de l'homme de sa force de sécurité.

En effet, cité dans la même édition du 31 juillet du *Journal de Montréal*, Claude Joseph, ex-ministre des Affaires étrangères

de Jovenel Moïse et son Premier ministre éphémère, fait des révélations troublantes sur cet État africain. Selon lui : « *Le Kenya (...) est embourbé dans sa propre cri se sociopolitique interne. (...) Les manifestations antigouvernementales protestant contre la vie chère sont violemment réprimées par la police. Une police qui n'est pas professionnelle dans son pays, peut-elle l'être ailleurs?* », s'est-il interrogé, dans ses propos relayés par *Journal de Montréal*, lui-même citant *Haïti Libre*, un organe de presse haïtien.

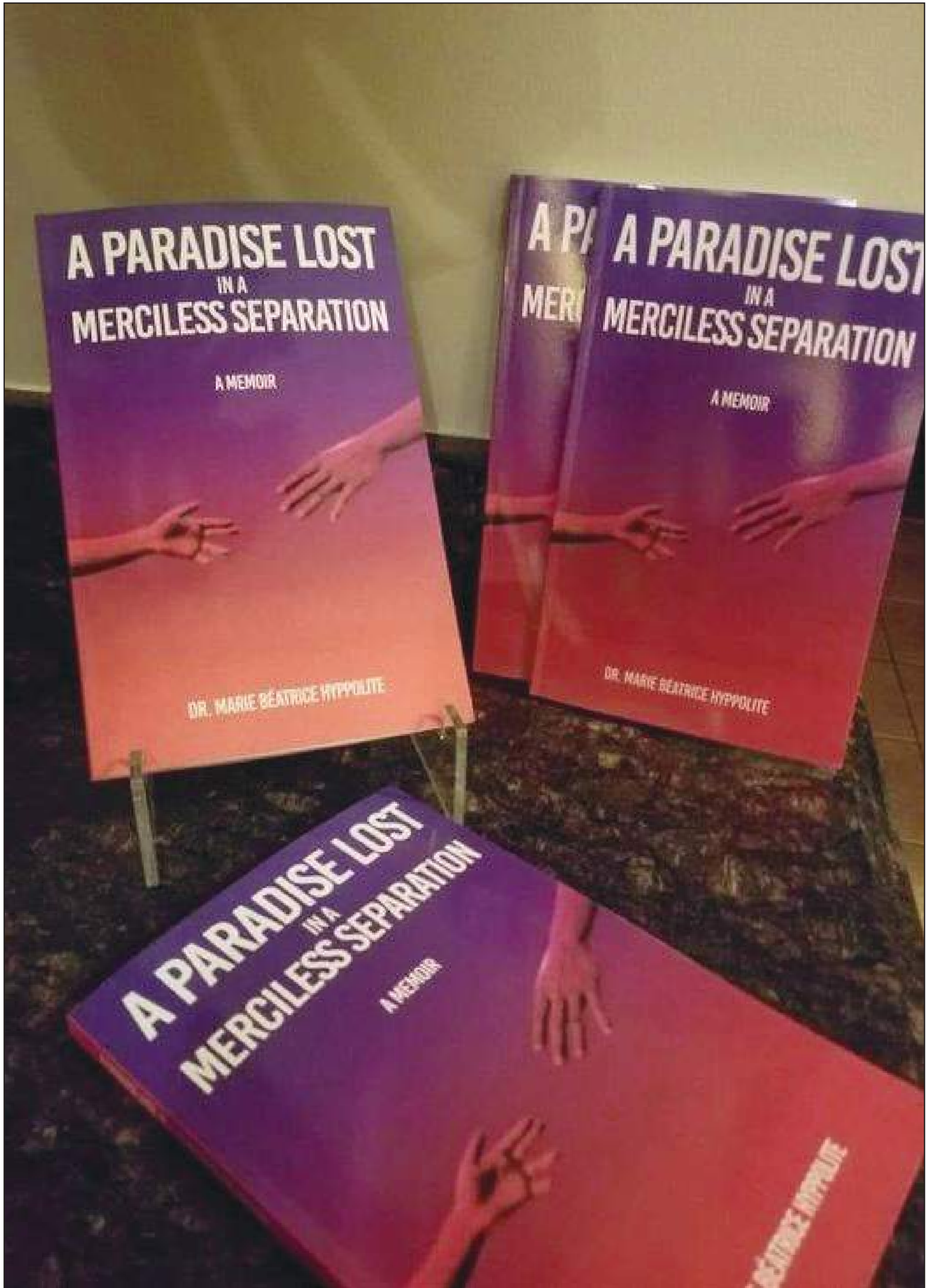
S'inspirant encore de ce journal haïtien, la publication de Montréal cite, cette fois, Wilner Cayo, président de l'organisation haïtienne « *Haïtien Debout* », faisant toujours allusion à la Police kenyane, en ces termes : « *S'ils sont capables de tirer à balles réelles sur leur propre population, de quoi seront-ils capables face à une population étrangère?* ». Wilner Cayo attire, par ailleurs, l'attention sur la corruption

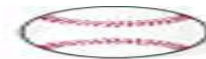
qui prévaut au sein de la Police kenyane. Quelle modèle donc, pour la Police haïtienne qu'elle serait appelée à former ?

De toute évidence, le déploiement d'une force internationale, sous le leadership de la Police kenyane, ne fera pas l'unanimité au Conseil de sécurité de l'ONU, sur tout que certains des États membres sont déjà farouchement opposés à toute idée d'envoi de militaires étrangers en Haïti, dans le cadre d'une mission de paix. Il y a fort à parier que les promoteurs de la candidature du Kenya à la tête d'une force de police intégrale ou militaire mixte seront confrontés à une résistance de fer au sein de l'ONU. Sans oublier que, sur le terrain, en Haïti, les activistes anti-intervention se tiennent sur leur ergo, attendant le déploiement de ces troupes. À coup sûr, cette opposition est devenue encore plus corsée, ces dernières semaines.

L.J.







HAÏTI ELIMINEE DU MONDIAL FÉMININ

Le temps de la colère; Le temps des regrets; Le temps des redditions de compte

Haïti-Angleterre 1-0

Par Jacques Brave

La Sélection nationale féminine a donc été éliminée du Mondial féminin 2023, après son match perdu contre le Danemark, mardi

poètes ou autres écrivains, de loin mieux que les écrivains ou poètes.

Pourtant, on se mettait à rêver, après la belle démonstration de la première journée, face à l'Angleterre, nous inclinant 1-0 devant

Haïti, nullement complexées, ont même fait douter les Européennes de Ratant sur la fin, but tout dans les cinq mètres des buts adverses immensément vides.

fut presque la consécration du talent de nos filles, qui ont bousculé cette sélection asiatique, vice-championne du monde 1999, actuelle 15ème sur 211 nations FIFA ; encore un penalty tiré

pour jouer la montre. Deuxième sortie, donc probante contre une grande puissance mondiale du football féminin.

Haïti-Danemark 1-0



L'équipe féminine haïtienne dans le top 10 de la FIFA,

matin. Bizarrement, l'impression et la conviction de tous ceux qui aiment le beau jeu, le football, est qu'Haïti, dans son histoire, connaît sa plus grande période de gloire. Jamais, dans sa longue existence, le nom d'Haïti n'a eu tant d'éloges, tant de propos glorieux. De loin mieux que nos diplomates ou nos historiens, nos

les championnes d'Europe, sur un penalty contestable, d'autant qu'il a fallu une intervention inhabituelle de la vidéo du VAR pour reprendre le tir magistralement détourné par Kerly Théus. en état de grâce, ce soir-là; et faire reprendre le tir qui a amené l'unique but de la rencontre; les Haïtiennes, entreprenantes à sou-

HAÏTI - CHINE 1-0

Cette entrée en matière spectaculaire et cette défaite devant les championnes d'Europe avec ce score serré sur coup de pied arrêté de surcroît, demandait confirmation. Alors, pour cette deuxième sortie contre la Chine, autre ténor mondial du football féminin, mieux qu'une confirmation, ce

par les cheveux. L'arbitre eut même une attitude suspecte en décidant de transformer une décision de simulation chinoise, donc coup franc Haïti en penalty contre les nôtres, ceci sans consulter la vidéo du VAR, pour arriver à cette double décision contradictoire. Match restant ouvert, au point de porter les Chinoises à

C'est le match qui laissera le plus de regrets, non pour son résultat par la quantité d'interrogations qu'il a suscitées, et surtout la charge de déceptions et de frustrations qu'il a charriées.

C'est acquis : Haïti, tout comme il l'avait laissé entrevoir, que son

Suite en page 12